

INTRODUCTION

Le processus d'intégration vers le Marché unique de la Communauté européenne, qui se développe à un rythme rapide, est scruté à tous les paliers politiques et économiques et ce, à juste titre, car la CE constitue l'une des régions les plus importantes des pays industrialisés sur les plans économique et financier. La CE a une population de 323 millions d'habitants contre 272 millions pour les États-Unis et le Canada, et 123 millions au Japon. Le PNB cumulé de la CE était de 4,7 billions de dollars américains en 1988, de 5,3 billions aux États-Unis et au Canada, et de presque 3 billions pour le Japon (voir le tableau 1). Cette puissance considérable est renforcée par la levée des dernières barrières qui maintiennent encore le marché compartimenté et par l'harmonisation des législations.

L'Europe a trois objectifs : le premier vise la liberté de mouvement des capitaux, presque totalement réalisé maintenant; le deuxième, le marché unique des services bancaires et financiers; le troisième, à plus long terme et à portée considérable, l'union économique et monétaire.

Ces objectifs se renforcent mutuellement. Un marché unique bancaire ne saurait exister sans la liberté de mouvement des capitaux. Dans un même temps, le Marché unique va beaucoup élargir le jeu de cette liberté nouvelle, et la nouvelle circulation des capitaux rend plus nécessaire et plus souhaitable l'union monétaire.

Ces objectifs furent formulés dès l'origine de la Communauté européenne. Ce qui est nouveau cependant, c'est la très forte probabilité de leur réalisation.

TABLEAU 1

La CE, les États-Unis et le Japon : Comparaison statistique — 1988

	<u>Communauté européenne</u>	<u>États- Unis</u>	<u>Japon</u>
Produit national brut (en MM \$US)	4 725	4 800	2 850
Population (en millions)	325	245	125
Revenu par personne (en \$US)	14 550	19 500	23 100
Commerce des marchandises* (en MM \$US)	720	670	380
Commerce des marchandises* (pourcentage du PNB)	24	9	13

* Ensemble des exportations et importations à l'exclusion des échanges intracommunautaires.

Source : Union de Banques Suisses.